

représentant de la Chine a indiqué qu'il était impératif d'adopter une approche ciblée pour traiter tant « les causes profondes que les symptômes », et d'éviter de politiser les problèmes humanitaires<sup>32</sup>. Le représentant de la Fédération de Russie a affirmé que le règlement des problèmes humanitaires au Darfour dépendait d'un règlement politique viable de la crise, ce qui exigeait l'adhésion à l'Accord de paix pour le Darfour des groupes armés qui ne l'avaient toujours pas signé<sup>33</sup>.

S'agissant de la situation au Tchad et en République centrafricaine, les représentants de la France, de la Belgique, de la Slovaquie et des États-Unis ont réaffirmé leur appui à l'idée de déployer une

force de maintien de la paix dans l'est du Tchad, à sa frontière avec le Soudan<sup>34</sup>. Le représentant du Royaume-Uni a insisté sur le fait qu'il était indispensable de protéger les civils comme il le fallait, surtout ceux qui se trouvaient dans les camps des Nations Unies<sup>35</sup>, tandis que le représentant de la Fédération de Russie a estimé qu'il était justifié d'utiliser le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires pour aider à financer les activités humanitaires au Soudan, au Tchad et en République centrafricaine, en allouant ce fonds de manière « objective et non politisée »<sup>36</sup>.

<sup>32</sup> Ibid., p. 9.

<sup>33</sup> Ibid., p. 13.

<sup>34</sup> Ibid., p. 10 (États-Unis); pp. 11-12 (Belgique); pp. 12-13 (Slovaquie); et pp. 14-16 (France).

<sup>35</sup> Ibid., p. 19.

<sup>36</sup> Ibid., pp. 13-14.

## **B. La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité**

### **Délibérations du 30 juin 2005 (5220<sup>e</sup> séance)**

À sa 5220<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2005, à laquelle tous les membres du Conseil ont fait une déclaration, le Conseil a inscrit à son ordre du jour, sous la question intitulée « La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité », un exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Le Directeur exécutif a affirmé que la plus grave crise humanitaire qui frappait actuellement le monde était la désintégration graduelle des structures sociales en Afrique australe en raison de la faim, du sida, des sécheresses à répétition et des régimes en faillite. Il a expliqué que le VIH/sida avait fait un million de victimes l'année précédente et 14 millions d'orphelins en Afrique subsaharienne à ce jour, en plus de réduire la capacité locale de production alimentaire et de perturber gravement les systèmes éducatif et sanitaire. Il a affirmé que la présence de la faim était un baromètre précis du niveau d'instabilité sociale, car la faim était à la fois une cause et un effet de la pauvreté. Il a regretté que, alors que les personnes souffrant de la faim avaient le droit de bénéficier d'une assistance et qu'il ne fallait pas utiliser la nourriture comme une arme de guerre, la distribution de l'aide obéissait souvent à des motivations politiques, et l'aide alimentaire était en net déclin. Selon lui, la concurrence pour des ressources alimentaires limitées, les mouvements de population et le nombre élevé de

personnes déplacées dans leur propre pays et de réfugiés constituaient une menace pour la stabilité et la sécurité dans la région. Il a noté que l'aide alimentaire s'était avérée une composante critique des efforts de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en Afrique, mais également un outil permettant de rétablir la stabilité économique et sociale, de favoriser l'éducation, d'aider à reconstruire les communautés et de donner aux gens les moyens d'assurer leur propre entretien. S'agissant du rôle du Conseil de sécurité dans l'appui aux efforts humanitaires, le Directeur exécutif a déclaré que le fait que le Conseil de sécurité s'intéresse au problème de la faim constituait un message puissant. En conclusion, il s'est dit encouragé par l'attention croissante que prêtaient les donateurs à certaines des situations d'urgence moins connues et a remercié le Conseil pour son soutien<sup>37</sup>.

Les membres du Conseil se sont eux aussi déclarés préoccupés par la triple menace de l'insécurité alimentaire, du VIH/sida et de la capacité de gouvernance affaiblie, en particulier dans les pays d'Afrique australe. Selon le représentant des Philippines, l'exposé renforçait le « lien indiscutable » qui existait entre le maintien de la paix et la sécurité et le développement, et le représentant du Brésil s'est félicité de l'occasion qui était donnée au Conseil d'examiner la corrélation entre famine et conflit

<sup>37</sup> S/PV.5220, pp. 2-7 et pp. 20-26.